

"Au moins 400 postes administratifs" supprimés sur les 1.800 dans l'Éducation en 2019

Paris, 17 sept. 2018 (AFP) -

"Au moins 400 postes administratifs" sont concernés parmi les 1.800 suppressions de postes dans l'Éducation nationale annoncées dimanche soir, a précisé lundi le ministre Jean-Michel Blanquer sur France Inter.

"Il y a au moins 400 postes administratifs en moins, et probablement davantage, c'est des choses qui doivent s'affiner avec le temps et même avec la discussion budgétaire", a déclaré le ministre de l'Éducation nationale, interrogé sur la répartition des 1.800 suppressions de postes, annoncées dimanche dans une interview au Figaro.

Ces suppressions de postes ne concerneront que le second degré, c'est-à-dire les collèges et les lycées, ainsi que les services administratifs.

"Il y a aussi les suppressions que nous ferons dans l'enseignement privé, 20% (...) cela touche dans cette proportion-là l'enseignement privé", a-t-il ajouté.

L'Éducation nationale compte "un peu plus d'un million de fonctionnaires pour 12 millions d'élèves", a-t-il rappelé.

Le ministre a expliqué avoir "négocié avec Bercy (...) sachant qu'on vise l'intérêt général de tous les Français: réduire le déficit de l'État".

Parallèlement à ces suppressions, le budget du ministère sera augmenté de 850 millions d'euros, soit 1,7%.

Il s'agit, selon M. Blanquer, d'être en "capacité d'augmenter le pouvoir d'achat des professeurs, puisque tout le monde dit bien aujourd'hui que le problème, c'est l'attractivité du métier de professeur".

Il a par ailleurs annoncé la création d'un "observatoire du pouvoir d'achat des professeurs", afin, a-t-il expliqué, de "nourrir le dialogue social et avoir une vision à l'échelle du quinquennat des augmentations que nous allons faire".

Le ministre vise ainsi "1.000 euros de plus sur une année en début de carrière" pour un professeur débutant.

Le ministre promet que "les taux d'encadrement dans tous les départements de France, ruraux et urbains vont s'améliorer à l'école primaire : moins d'élèves par classe dans toutes les écoles primaires de France au cours des années qui viennent".

Fidèle à l'objectif fixé par Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle de supprimer 120.000 postes dans l'ensemble des trois versants de la fonction publique au cours du quinquennat, le Premier ministre Édouard Philippe avait déclaré au mois d'août que 4.500 postes seraient supprimés dans la fonction publique d'État en 2019 et plus de 10.000 en 2020.

mig/spe/al

Afp le 17 sept. 18 à 08 43.